

La nouvelle politique africaine du Maroc

Encouragés par une coopération Sud-Sud enthousiaste et une active diplomatie royale, les investisseurs marocains parient sur leurs voisins d'Afrique de l'Ouest.

Samba Khassé Sylla

Un an seulement après son intronisation, le roi Mohammed VI a tenté d'amorcer une véritable rupture pour le royaume dans sa politique africaine, mise en *stand by* depuis que le Maroc s'est retiré de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Depuis, sous l'impulsion d'une volonté politique manifeste, les investisseurs marocains se ruent sur l'Afrique noire avec, comme objectif, de permettre au royaume de revenir en Afrique. Toutefois, la tâche n'est pas aisée. Tour d'horizon.

16 avril 2009 : le roi Mohammed VI arrive en Guinée équatoriale pour une visite officielle de quatre jours, la première d'un roi du Maroc dans cette ancienne colonie espagnole. Contrairement à son défunt père qui a fait pendant longtemps du soutien au recouvrement du « Grand Maroc » une condition pour raffermir ses relations bilatérales avec les pays africains, Mohammed VI, lui, semble aller bien au-delà de la sphère des alliés traditionnels du Maroc comme le Sénégal, le Gabon ou encore la Guinée. Ces nombreux périple africains qui l'ont conduit au Burkina Faso, au Bénin, en Gambie, au Niger, en RD Congo, au Congo Brazzaville, au Cameroun, au Sénégal et au Gabon en témoignent. En 10 ans de règne, le souverain chérifien a effectué six grands voyages en Afrique subsaharienne et visité 12 pays. Pour de nombreux observateurs, cela témoigne d'un intérêt certain du roi marocain pour le continent, comparé à son prédécesseur Hassan II qui, en près de quatre décennies, n'en a pas fait autant. Déjà, dès 2000, un an seulement après son accession au pouvoir, Mohammed VI envoie un message d'envergure au continent. Lors du sommet Europe-Afrique tenu au Caire, il annonce l'annulation de la dette des pays africains les moins avancés et l'exonération totale des droits de douane sur leurs marchandises. Plus qu'un signal, c'est une véritable rupture pour le royaume dans sa politique africaine, mise en *stand by* depuis que le Maroc s'est retiré de l'OUA (aujourd'hui Union Africaine), suite à la reconnaissance par cette dernière du Front Polisario en 1984.

L'enlisement permanent du projet du grand Maghreb arabe, né en 1989 à Marrakech, en présence des cinq chefs d'Etat et placé depuis sous le boisseau du conflit

du Sahara, contraint le Maroc de se redéployer vers un axe Nord-Sud allant de Casablanca à Nouakchott et Dakar et s'enfonçant dans l'Afrique de l'Ouest. C'est l'un des changements annoncés avec le règne de Mohammed VI qui marque une certaine rupture. Ces retrouvailles avec le continent ne sont que le premier pas d'une stratégie d'expansion économique en Afrique voulue par le souverain marocain. Au cours de ses périple africains, il signe des conventions à tour de bras avec différents pays de la région et surtout inaugure des projets de développement socioéconomique. Pour superviser cette présence caritative alaouite sur le continent noir, le roi a dédié en 2008 une institution sur mesure : la Fondation alaouite de développement durable. Son premier budget est un don personnel du souverain d'un million de dollars. Basée à Dakar, son premier projet est la construction d'un centre d'ophtalmologie dans la capitale sénégalaise, pour lequel deux grandes entreprises marocaines, notamment l'OCP (Office chérifien des phosphates) et la holding royale ONA, ont contribué. Depuis, la Fondation prévoit depuis d'étendre ses actions dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, avec en tête de liste de ses projets prioritaires, l'alphabétisation, le raccordement à l'eau potable et la fourniture d'électricité. Voilà donc de quoi baliser le terrain pour une véritable ruée des entreprises marocaines sur le continent. En effet, jusque-là, elles étaient plutôt tournées vers l'Europe, (70% des exportations marocaines) et, à défaut, vers le Proche-Orient. L'Afrique et l'Afrique de l'Ouest en particulier étaient exotiques malgré une proximité culturelle et géographique indéniable.

Les rapports avec l'Afrique de l'Ouest

Ainsi, aux nombreuses visites du souverain chérifien en Afrique subsaharienne, auront suivi des investissements économiques conséquents. A commencer par la mise en place de la compagnie Air Sénégal International (ASI) en 2000, au moment même où la défunte Air Afrique déposait le bilan. Ce projet paraphé par les chefs d'Etat des pays concernés était le premier jalon de l'ouverture du Maroc vers le Sud.



Attijariwafa Bank s'est installé au Sénégal en 2006. / SEYLOU
/AFP/GETTY IMAGES

La Royal Air Maroc (RAM) qui détenait la majorité (51%) de la nouvelle compagnie aérienne, s'octroyait par la même occasion un marché réservoir, assez rémunérateur, dans le contexte post 11 septembre 2001, difficile pour le secteur du transport aérien en général. L'inauguration de la route Tanger-Dakar venait compléter ce dispositif d'échanges. Jusque-là tournées vers l'Europe, les entreprises marocaines voyaient dans l'Afrique un marché facile d'accès grâce aux gains réalisés en termes de coûts logistiques.

Dans le même temps, et en suivant presque la visite royale effectuée à Nouakchott, Maroc Télécom prenait pied en Mauritanie par le biais d'une opération de privatisation. La compagnie Mauritel est aujourd'hui leader du mobile, du fixe et de l'ADSL en Mauritanie.

Le banquier suit l'industriel

Le contrôle de cette filiale mauritanienne sera suivi de l'Onatel (Burkina Faso), du Gabon Télécom (Gabon) et de Sotelma (Mali). Depuis 2007, le déploiement industriel marocain sera suivi dans une deuxième phase par une expansion bancaire somme toute logique. Ainsi, Attijariwafa Bank qui a acquis la taille critique au gré d'une fusion (2003-04) refondatrice du secteur bancaire marocain allait s'installer au Sénégal (Banque Sénégalaise Tunisienne, puis CBAO) et au Mali (BIM). En novembre 2008, la banque raflait cinq filiales du groupe Crédit Agricole (au Cameroun, au Gabon, au

Sénégal, en Côte d'Ivoire et au Congo Brazzaville), alors en plein recentrage sur la Méditerranée. Cette acquisition permet à Attijariwafa Bank d'accélérer son business plan continental et de s'affirmer comme un grand d'Afrique aux côtés des nigérianes comme UBA. « Nous sommes là pour la durée, pour accompagner les entreprises marocaines », précisait Mohammed Kettani, PDG d'Attijariwafa Bank, lors de la conférence de presse de présentation des résultats du premier semestre 2009.

Signalons que bien avant l'implantation d'Attijariwafa Bank en Afrique, la BMCE Bank avait, via sa filiale BMCE Capital, ouvert une succursale à Dakar d'où elle a participé au montage de grands projets dont celui du futur nouvel aéroport de Dakar. A partir de 2010, le réseau de BMCE Capital travaillera étroitement avec Medicapital Bank, filiale de la BMCE domiciliée à Londres et dont la raison d'être est de drainer des capitaux vers l'Afrique. En outre, le contrôle de 42% du capital de la Bank of Africa, présente dans 11 pays, permet à la BMCE Bank de disposer aujourd'hui d'une présence sur la plupart des pays francophones entretenant des liens politiques avec le Maroc.

Cependant, malgré leur forte augmentation, les investissements marocains en Afrique souffrent de l'absence d'un corpus de lois permettant de hisser les échanges, commerciaux au niveau du volume des investissements consentis. Pour le moment, la négociation du TEC (Tarif extérieur commun) sensé déverrouiller ces échanges, se heurte aux réticences de certains pays

africains (Burkina par exemple) qui craignent une concurrence déloyale. L'évocation d'un accord asymétrique ne semble pas avoir aplani les difficultés.

Des investissements à caractère social

Il faut le dire, si les privés marocains sont actifs en Afrique, toutes les entreprises étatiques ou à caractère étatique ne le sont pas moins. En général, les offices interviennent dans les chantiers à caractère social. C'est ainsi que l'ONE assure l'exclusivité de la réalisation et l'exploitation des infrastructures du réseau électrique dans la région de Saint-Louis, Sénégal, au nord du pays, sur un rayon de 20 000 foyers. Cet investissement social n'est pas sans rappeler l'appui technique et financier apporté par la Comanav en 2000, après le drame du Djola, du nom de ce bateau reliant Dakar à la Casamance et qui avait sombré avec ses passagers. Le Maroc mettra rapidement en place, en partenariat avec le Sénégal, un dispositif permettant d'assurer la continuité du trafic.

Au Cameroun, c'est l'ONEP (Office national d'eau potable) qui remportera un grand marché d'adduction d'eau potable dans un appel d'offres international qui l'opposait à des géants mondiaux. Le même ONEP, qui est actuellement en phase de fusion avec l'ONE compte intervenir dans les prochains mois dans le barrage d'Inga (RDC), l'un des plus grands ouvrages du continent. A ces investissements, s'ajoutent des ouvrages du génie civil et la réalisation des infrastructures dans plusieurs pays dont la Guinée Equatoriale.

L'on remarquera que ces investissements marocains suivent en quelque sorte une diplomatie assez présente en Afrique de l'Ouest, et francophone en général, et plus ou moins absente dans l'Afrique anglophone. L'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, soumises aux influences kenyane et sud-africaine, semblent être des barrières naturelles aux investissements économiques marocains. « La barrière n'est pas seulement linguistique mais aussi d'ordre règlementaire, sachant que les législations sur les affaires diffèrent en général entre l'Afrique du Nord et l'Afrique anglophone au sud du Sahara », précise ce consultant qui a eu à accompagner de nombreuses entreprises marocaines à travers le continent.

L'Afrique de l'Ouest, qui partage avec le Maroc beaucoup d'affinités diplomatiques, culturelles et religieuses, reste donc un terrain de prédilection pour les investisseurs à la recherche de relais de croissance. A l'avenir, ces liens qui répètent les liaisons commerciales entre le Maroc impérial et Tombouctou prendront de l'ampleur. L'opérateur Maroc Télécom a d'ailleurs pris les devants en investissant sur une fibre optique qui reliera le Maroc à la Mauritanie et le Burkina Faso en passant par le Mali.

Ces pays deviendront d'ici là une seule zone téléphonique. D'ici là, l'aboutissement des négociations commerciales permettra de créer au nord-ouest de l'A-

frique une zone intégrée qui rappellera les liens économiques et douaniers entre l'Egypte et la zone COMESA ou l'Afrique du Sud et la SADC. L'enjeu de cette ouverture sur l'Afrique de l'Ouest est stratégique pour le Maroc compte tenu de l'avance prise par ses principaux concurrents africains qui se sont ouverts chacun d'entre eux sur leur zone immédiate. Si la volonté des autorités est réelle, elle se heurte à un souci géostratégique lié à la position du Maroc, carrefour entre les continents. En effet, jusque-là le Maroc s'oppose à une exigence majeure de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), à savoir le droit d'établissement et le traitement réciproque des citoyens des deux pays. En cédant à son exigence, le royaume, qui dispose d'un statut avancé avec l'Union européenne, serait obligé de revenir sur certaines clauses le liant avec son grand voisin du Nord. La question a été abordée lors du 9e round des négociations de l'accord commercial et d'investissement entre le Maroc et l'UEMOA tenu à la mi novembre 2008. Les deux parties ont limité le compromis aux concessions tarifaires réciproques et à la levée des barrières non tarifaires. Un accord à minima prévoit aussi l'encouragement des investissements entre les deux parties.

La pérennité des investissements

En définitive, l'enthousiaste coopération Sud-Sud qui lie le Maroc avec ses voisins de l'Afrique de l'Ouest trouve ses limites dans les conflits d'intérêts légitimes mal négociés au départ. Cas de Air Sénégal International, aujourd'hui en veilleuse. La volonté de la RAM de faire de Casablanca un *hub* régional s'est très vite heurtée au caractère national (même partiel) d'Air Sénégal. Le long conflit qui est né par la suite témoigne de la difficulté à transformer des relations confraternelles en relations de business.

L'on peut dire de même de Gabon Télécom, assez vite source d'interprétations diverses. Les erreurs constatées dans ces investissements de première génération ont été sans doute comptabilisées à bon escient. A l'avenir, les contrats seront rédigés avec tous les dispositifs nécessaires, sur des considérations plus liées à la rentabilité qu'à la diplomatie.

En attendant, le Maroc est devenu le deuxième investisseur africain en Afrique, juste derrière l'Afrique du Sud. Cerise sur le gâteau : en 10 ans, il a réussi à faire basculer cinq pays de son côté (Seychelles, Malawi, Liberia, Cap-Vert, Sierra Leone), quand d'autres (Zimbabwe, Botswana, Tanzanie, Ghana, Nigeria) affichent désormais une certaine neutralité. Il ne reste que huit pays à reconnaître officiellement la RASD (République arabe sahraoui démocratique), dont les poids lourds algérien et sud-africain. Comme pour ne pas lâcher le morceau, le Maroc s'apprête à étendre son dispositif diplomatique en Afrique, constitué pour l'heure de 25 ambassades. Six nouvelles représentations, dont une au Tchad, devraient ouvrir d'ici à la fin 2010. ■